

Solutions made in BCE : Mario Draghi, héros de la génération sacrifiée du Coronavirus



S'il n'est plus président de la Banque centrale européenne, l'homme qui avait dit que son institution ferait tout ce qui était nécessaire pour sortir l'UE de la crise de 2009 a de nouvelles pistes pour éviter un destin économique brisé aux jeunes Européens.

Avec Michel
Ruimy

Atlantico.fr : Quel est le plan de Mario Draghi pour aider la jeunesse à sortir de la crise sanitaire du Covid 19 ?

Michel Ruimy : Alors que la dette faramineuse générée par les différents gouvernements européens en réponse à la crise du coronavirus suscite des doutes sur la capacité de remboursement des pays membres de l'Union européenne, Mario Draghi est monté au créneau pour appeler les dirigeants à donner à la jeune génération d'Europe, qui devra la supporter, les moyens d'assurer le service de cette dette via des politiques économiques « crédibles » pour éviter la désillusion des jeunes d'aujourd'hui.

Pour cela, les fonds devront être utilisés à des fins qualitatives visant l'amélioration du système productif c'est-à-dire qu'il convient de réaliser des investissements dans le capital humain (formation initiale, formation professionnelle...), dans les infrastructures essentielles à la production, dans la Recherche et Développement... de sorte à constituer une « bonne » dette - celle qui améliore, sur le long terme, la productivité et élargit les opportunités - et non la « mauvaise », qui favorise des gains politiques immédiats.

Cette distinction n'est pas nouvelle de la part de Mario Draghi. Elle est au cœur du mélange particulier de keynésianisme et de libéralisme qui a caractérisé son mandat présidentiel de la BCE. Il avait mis au point une série d'instruments novateurs pour sortir la politique monétaire des sentiers traditionnels et prévenir l'instabilité financière... tout en exigeant la prudence budgétaire des économies fortement endettées comme son pays natal, l'Italie.

L'ancien Président de la Banque centrale européenne (BCE) considère aussi que nos dirigeants actuels doivent saisir cette crise sanitaire pour la transformer en opportunité en construisant un nouveau modèle d'intervention publique économique, une Société meilleure. En effet, la pandémie causera non seulement des dommages économiques mais elle menace de saper le tissu social actuel de notre société, de paralyser la consommation et l'investissement... et, finalement, de détruire un grand nombre d'emplois.

Ce plan est-il réalisable ?

Les commentaires de Mario Draghi interviennent alors que les gouvernements du monde entier, préoccupés par l'augmentation du fardeau de leur dette, débattent de l'opportunité d'étendre leur soutien à la crise. Rappelons que, depuis le début de la crise, la BCE a pris une série de mesures pour soutenir l'économie de la zone euro, par exemple, celle de lancer un programme d'achats d'actifs de 1 350 milliards d'euros jusqu'à fin 2021 au moins. L'Union européenne a, de son côté, mis sur la table 750 milliards d'euros via une dette commune.

L'ensemble des gouvernements essaient de trouver un équilibre entre la prévention du chômage de masse qui pourrait causer des dommages durables et la restructuration de leurs économies pour le monde post-pandémique. Or, outre le fait qu'ils doivent recréer un contexte global de confiance, les différents plans de relance reposent aussi sur la gestion d'incertitudes (tensions commerciales sino-américaines, élections américaines, Brexit, reprise éventuelle de l'épidémie...) pouvant brider la reprise économique.

Pour que ce plan soit réalisable, il faut accepter que les gouvernements empruntent davantage. Mais ces mêmes gouvernements doivent aussi faire preuve d'une prudence extraordinaire et offrir un maximum de transparence dans l'utilisation de ces fonds s'ils souhaitent que l'union monétaire aillent plus loin sur la voie de l'intégration, par exemple en mettant en place un « Trésor commun » et non uniquement une « dette commune ». Il ne faut pas oublier que pour la première fois depuis près de 30 ans, ce n'est pas la contrainte de finances publiques qui devra guider, en priorité, nos choix mais le souci impérieux de se relever... au plus vite.

L'avenir de la zone euro est peut-être un objectif lointain pour beaucoup de jeunes qui vont entrer sur le marché du travail. En fait, les problèmes de demain commencent aujourd'hui et la prise de parole de Mario Draghi doit permettre à la jeunesse européenne d'espérer que les dirigeants politiques soient conscients de la situation. D'autant que cet appel à des dépenses responsables ne profitera pas seulement aux jeunes. Il aura une grande importance pour un autre objectif qu'il a poursuivi quand il était à la BCE : une zone euro plus proche.

Pourquoi ce plan pour la jeunesse n'a-t-il pas été mis en place auparavant ?

Dans le passé, Mario Draghi avait déjà appelé à mettre en œuvre des politiques de l'emploi en faveur des plus jeunes. En effet, il a déploré un système à deux vitesses. Le marché du travail dans de nombreux États membres protège les plus anciens, qui bénéficient de contrats à durée indéterminée, relativement bien rémunérés. Cette situation a des effets néfastes sur les plus jeunes, qui vivent dans la précarité du fait de contrats temporaires, mal payés et qui sont les premiers licenciés dès que la crise est là.

Les politiques monétaires accommodantes mises en place antérieurement n'ont pas réussi à créer un niveau « satisfaisant » des prix. Or, la faible inflation actuelle pénalise la redistribution. Elle grippe le mécanisme de redistribution entre les jeunes ménages, plus endettés, et les ménages plus âgés, qui sont généralement des créanciers nets. Autrement dit, celle-ci n'affecte pas la richesse des personnes plus « âgées » (leur valeur reste inchangée). En revanche, les dettes souvent détenues par les plus jeunes ne s'érodent pas.

Ainsi, les jeunes subissent une double peine : des difficultés pour trouver un emploi et une dette qui ne s'érode pas.